



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
COMMUNE DE MONDRAGON

**Autorisation d'occupation du domaine public  
n° 485/2025 - Feuillet 635  
6.1 Police municipale**

**Portant autorisation d'occupation du domaine public  
Place Perrot (MONDRAGON)  
à l'occasion de l'Exposition CHANA « Douce France ».**

Monsieur PEYRON Christian, Maire de Mondragon

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6,

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1,

**Vu** le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code de la Route notamment l'article L411-1,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8 ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

**Vu** la demande présentée en date du 5 septembre par Mme GUENARD CHARDAC Nadège pour l'organisation d'une exposition à l'occasion des journées du patrimoine

**Considérant**, qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public communal pour le bon déroulement de la manifestation ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

L'occupation du domaine public communal est autorisée le **Vendredi 19 septembre de 17h à minuit, place Perrot devant l'Hôtel de Suze à Mondragon**, en vue de l'organisation de l'Exposition CHANA « Douce France ».

## **Article 2 :**

Le food truck « **La Juju Délices** » est autorisé à s'installer sur la **place Perrot à Mondragon** pour la **durée de l'événement**.

Afin d'assurer le bon déroulement de la manifestation, **aucun autre véhicule ne pourra stationner sur la place Perrot pendant cette période**.

## **Article 3 :**

L'occupant s'engage à respecter les règles de sécurité, de propreté et les dispositions en vigueur relatives à l'occupation temporaire du domaine public.

## **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée à titre gratuit précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

## **Article 5 :**

Le bénéficiaire est responsable de tout dommage pouvant survenir du fait de l'occupation du domaine public. Il devra souscrire une assurance responsabilité civile couvrant l'évènement.

## **Article 6 :**

Le présent arrêté sera notifié au demandeur, publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

## **Article 7 :**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

COMMUNE DE MONDRAGON, le 09/09/2025  
Monsieur PEYRON Christian, Maire de Mondragon



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.